COSOG

Elles l'ont fait !!!

Réunis en assemblée générale extraordinaire du COSOG le 1er octobre 2015, les délégués des syndicats CFDT et UNSA ont confirmé et tenté de justifier leurs demandes de modifications du statut... modifications qui leur permettraient tout simplement d'écarter la CFTC et FO des élections COSOG prévues en décembre 2016...

La CFTC ne conteste en rien le résultat des élections du comité technique qui détermine la représentativité syndicale, mais **certaines coalitions ne sont pas les bienvenues lorsqu'il s'agit d'empêcher des organisations syndicales de se présenter à des élections ,et, de fait ne pas permettre aux électeurs d'exprimer leurs voix par l'intermédiaire des urnes.**

La CFTC considère cet acte comme une grave attaque à la démocratie syndicale, et elle est stupéfaite que ce soit des représentants du personnel qui le propose !

Pour la CFTC l'union fait la force et la force du COSOG était jusqu'à maintenant la PLURALITE SYNDICALE voulue par les créateurs du COSOG mise à mal aujourd'hui.

Heureusement la démocratie n'est pas un vain mot pour les syndicats CGT, CGC ,et SNUP qui se sont exprimés CONTRE les modifications demandées par CFDT ET UNSA.

Reste à savoir de quels stratagèmes vont se servir maintenant ces deux centrales syndicales pour arriver à leurs fins malgré l'opposition légitime de toutes les autres !!

LE SAVEZ-VOUS ?

LA RETRAITE PROGRESSIVE : quel changement ?

La réforme de la retraite progressive, prévue par la loi du 20 janvier 2014, est entrée en vigueur depuis le 17 décembre 2014 en la rendant plus attractive.

Il est désormais possible à partir de 60 ans, dès lors que l'on justifie d'au moins 150 trimestres, de passer à temps partiel (ou de continuer une activité à temps partiel) tout en percevant une partie de sa pension.

L'assuré continue ainsi à cotiser et à valider des trimestres, qui seront pris en compte au moment de son arrêt total d'activité et de la liquidation définitive de sa retraite. Il lui est aussi possible, avec l'accord de l'employeur, de continuer à cotiser sur la base d'un temps plein pour améliorer ses droits futurs à retraite, d'obtenir une surcote, etc...

La retraite progressive peut également avoir un avantage financier en permettant à un salarié qui travaille déjà à temps partiel, de pouvoir cumuler, dès lors qu'il en remplit les conditions, son salaire avec une fraction de sa retraite.

Exemple:

Un salarié né à partir de 1955 dont l'âge légal de départ à la retraite est fixé à 62 ans peut prétendre à une retraite progressive dès ses 60 ans, s'il réunit au moins 150 trimestres d'assurance vieillesse, tous régimes de retraite obligatoires confondus (privé et public). En travaillant à 65% d'un temps complet, il peut percevoir 35% de sa retraite.

+

En continuant à travailler, il continuera à valider des trimestres pour sa retraite complète. Une fois qu'il aura atteint 166 trimestres (exemple), il pourra s'il le souhaite, arrêter son activité et faire liquider sa retraite à taux plein, sans abattement.

+

En continuant de travailler de manière "allégée" au-delà de l'âge légal de la retraite et du nombre de trimestres requis pour le taux plein, le salarié pourra obtenir une « surcote » ainsi pour chaque trimestre civil supplémentaire accompli, la majoration de sa retraite de base sera égale à 1,25%.

S'il continue de travailler en retraite progressive, à mi-temps, jusqu'à 65 ans (soit 3 ans de plus et donc 12 trimestres), la surcote sera de 15%.

**La CFTC vous souhaite à toutes et tous
des fêtes de fin d'année
pleines d'espoir et de douceurs**